

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1131 du 6 octobre 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1131

**EDITORIAL** : Mistigri pp. 1-2

**CONJONCTURE** : La Suède relance ... par la baisse des impôts pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : La rigueur, mais pour qui ? p. 4  
Nous sommes tous des Pigeons p. 5 -  
Premier round perdu pour Obama p. 5

**CONNAISSANCE DU LIBERALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Mistigri

Le jeu de mistigri consiste à se débarrasser d'une carte maudite en la repassant à un autre joueur. C'est la même démarche que celle qui consiste à « refiler la patate chaude ».

Le débat actuel autour de la prise en charge des déficits de la Sécurité Sociale se déroule suivant les règles du mistigri.

Les joueurs sont les gouvernements successifs. Depuis des décennies ils sont incapables de régler le problème, mais prétendent pourtant y être parvenus, en attendant que leurs successeurs soient confrontés aux mêmes affres. La droite a refilé la patate chaude à la gauche à temps voulu.

Quelle patate ou quel mistigri ? Il s'agit actuellement des fameuses « charges sociales ». En 1974, et sans aucune originalité, le jeune économiste que j'étais alors

annonçait l'explosion de la Sécurité Sociale, qu'il s'agisse de l'assurance maladie ou des retraites. J'étais assez naïf pour croire que le temps de la réforme était venu. J'ignorais l'art des gouvernants à repasser le mistigri, grâce à une technique éprouvée : masquer le jeu pour que le suivant n'y voie goutte. Masquer le jeu, cela consiste aujourd'hui comme hier à rééquilibrer les comptes d'une façon simple : augmenter les cotisations et diminuer les prestations.

Aujourd'hui la fin du jeu approche, parce qu'un élément fait tomber le masque : la référence à la compétitivité des entreprises françaises. Le « coût du travail » s'est invité dans la partie, quand on a mesuré qu'il était nettement supérieur en France (un écart de presque 10% avec ce que payent les concurrents allemands). >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Mistigri (suite)

Comme le niveau des salaires nets français est à peu près le même que ce qu'il est en Europe, on en déduit fort justement que la différence ne pouvait venir que des charges sociales. La droite le savait, mais s'est égarée dans les sables de la TVA sociale. La gauche ne le savait pas, mais vient de l'apprendre à ses dépens.

Aussi quelle surprise quand on a annoncé (Le Monde) que le gouvernement allait sans doute renoncer à une hausse des cotisations payées par les entreprises pour demander à l'ensemble des contribuables de mettre la main à la poche en augmentant la CSG ! Autre jeu de mistigri : alléger la charge des entreprises contribuables pour la reporter sur les ménages contribuables. En réalité, la charge est toujours pour des personnes, qu'elles soient retraitées, installées à leur compte, ou salariées (puisque la distinction entre charges patronales et salariales est une apparence, le prélèvement s'opérant toujours sur le revenu du salarié).

Mais pourquoi le choix en faveur de la CSG ? Le précédent gouvernement était orienté vers la TVA sociale, qui avait à ses yeux l'avantage d'être payée sur les produits importés, au point qu'elle avait été rebaptisée TVA anti-délocalisation (un autre mistigri que nos partenaires européens auraient difficilement accepté). Les socialistes viseraient maintenant la CGS, un impôt général et proportionnel. Ne serait-ce pas un « cadeau fait aux riches » ? Ils ont sans doute un attachement sentimental à cette contribution sociale généralisée (destinée au départ à combler les déficits de l'assurance maladie) puisque c'est

l'un des leurs, Michel Rocard, qui l'a mise en place (elle devait être provisoire et au taux de 1 % au départ !).

En fin de compte, qu'il s'agisse de TVA ou de CSG, le gouvernement actuel, comme les précédents, se défausse sur le contribuable ou l'assuré.

*“ Facturer l'incurie au contribuable ou à l'assuré ”*

Ainsi, la préparation d'un budget de l'Etat (loi de finances) ou de la Sécurité Sociale (LOFSS, loi d'orientation du financement de la Sécurité Sociale) consiste-t-elle en un gigantesque mistigri : on retire des milliards ici pour les affecter là, on exonère ici pour surtaxer là, on crée des niches mais on en supprime d'autres, l'ensemble à partir d'hypothèses macro-économiques imaginaires. Dans la panique des finances publiques, on chasse le peu d'argent qui reste aux uns, tout en promettant beaucoup d'argent aux autres.

Il est grand temps d'en venir à la solution libérale. Elle part d'un diagnostic avéré : c'est le système de protection sociale « à la française » qui est intenable. Il est fondé sur « la répartition » : les jeunes paient pour les vieux, les bien portants pour les malades. C'est du pur gaspillage, car les cotisations ne sont jamais capitalisées et la répartition entre cotisants et allocataires ne cesse de se dégrader. De plus, le système est confié à un monopole public bureaucratique, dispensé de tout effort d'efficacité. Enfin, le système est irresponsable, puisque la couverture sociale est devenue un

« droit social » au lieu d'être le produit d'une sage précaution prise volontairement et personnellement.

*“ Diminuer les charges en changeant le système ”*

Le diagnostic posé, le remède s'impose : décentraliser et privatiser la protection « sociale », et revenir à une logique assurancière, chacun étant gestionnaire des coûts de sa propre santé et de sa retraite, une gestion garantie par des compagnies, des fonds ou des mutuelles concurrentes et chargées de capitaliser l'épargne qui leur est confiée. J'ai expliqué depuis longtemps aussi que cette réforme peut se faire sans dommage pour quiconque, y compris les plus défavorisés, qui sont aujourd'hui les plus pénalisés par le système. Cette réforme bénéficierait aux assurés français avec une couverture à bien meilleur marché, comme on la trouve à l'étranger – les frontaliers suisses le savent bien (mais Bercy interdit désormais cette « évasion sociale »).

Il existe donc bien une issue libérale, mais tous les dirigeants de tous les partis veulent sauver la Sécu, et quand ils pensent à une réforme, elle est toujours « paramétrique » (bricoler l'âge de la retraite, le montant des cotisations ou des prestations) et jamais « systémique ».

Il faut cesser de jouer au mistigri, car tous les Français sont en train de perdre à ce jeu stupide.

**Jacques Garello**

## LA SUEDE RELANCE...PAR LA BAISSSE DES IMPOTS

L'heure est à la rigueur en Europe. Quelle rigueur ?

Rigueur à la française ? C'est celle de la hausse des impôts (24 milliards d'impôts en plus pour 2013) plutôt que celle de la baisse des dépenses (10 milliards à peine). Aux yeux des libéraux c'est une mauvaise rigueur, puisque la hausse des impôts aggravera la récession, donc le déficit. Tant mieux, disent au contraire les keynésiens qui, à l'image de Madame Lagarde et des gens du FMI, persistent à recommander des déficits.

Rigueur à la suédoise ? C'est celle qui impose la rigueur non pas aux contribuables, mais à l'Etat : réduire les impôts. Mais n'est-ce pas renoncer, tout comme les keynésiens, à l'équilibre budgétaire et accepter les déficits ? Il n'en est rien.

### **30 ans de crises de la social-démocratie**

La Suède est un vieux pays de tradition social-démocrate, refusant certes le marxisme primaire, mais poussant très loin l'Etat providence : jadis le taux marginal d'impôt sur le revenu a atteint jusqu'à 85% et les dépenses publiques ont dépassé 50% du PIB.

Cependant, après avoir poussé jusqu'au bout la logique de l'Etat providence, la Suède a été confrontée à une crise majeure dès les années 80, ce qui l'a amenée à des réformes radicales. En outre, tout en étant membre de l'Union européenne à 27, la Suède a refusé d'adhérer à la zone euro, donc elle mène la politique de son choix et non celle imposée par les gestionnaires de la monnaie unique.

Tout comme l'Allemagne, qui craint l'inflation car elle en a connu les conséquences dramatiques pendant la République de Weimar, la Suède craint l'étatisme car elle en a connu les excès et les ravages. Elle a compris que les vraies solutions passent par des réformes structurelles et non par les politiques conjoncturelles. Nous avons déjà eu l'occasion de parler des réformes des « services publics » intervenues dans ce pays. Les Suédois ont compris que le « service » passait avant le « public » et que rendre service aux gens n'impliquait pas de confier un

monopole à une administration publique, ni de faire distribuer le courrier par des fonctionnaires. Aujourd'hui les points postes (commerces, stations service) se sont multipliés pour le plus grand bien de la population.

### **Moins de dépenses publiques, moins d'impôts**

Dans les années 90, beaucoup d'entreprises publiques ont été privatisées : électricité, télécommunications, transports en communs, postes, vente d'alcool.... Mais la libéralisation a concerné également les marchés du crédit et des capitaux et la concurrence a été introduite dans l'éducation et dans la santé.

Ainsi les dépenses publiques ont-elles fortement diminué, ce qui a permis de réduire de 38% le nombre de fonctionnaires. Quant aux fonctionnaires restants, leur rémunération dépend désormais plus de leur performance que de leur ancienneté.

Pourtant, le changement le plus impressionnant porte sur les budgets publics, les impôts et la dette. Du côté des dépenses publiques, la Suède, en champion de la social-démocratie, a été longtemps en tête des pays européens ; les privatisations et la diminution du nombre de fonctionnaires ont permis de réduire drastiquement les dépenses publiques et c'est la France qui désormais dispute la première place aux Danois, avec un taux

de 48,2 % du PIB pour 2013 (le taux était de 44 % il y a quatre ans).

Non seulement la charge globale des impôts a été réduite, mais leur progressivité a été diminuée. Le taux marginal d'impôt sur le revenu des ménages, dont on a vu qu'il avait culminé à plus de 85% dans les années 80, a été réduit aux environs de 55%, taux certes considérable, mais en recul sensible. Le taux d'imposition sur le bénéfice des entreprises est passé de 53% à 30%; voilà de quoi inciter à entreprendre, investir, épargner, travailler plus...

### **Des budgets en excédent et une faible dette publique**

Les résultats suivent-ils ? La Suède est dans les premiers pays du monde pour le PIB par habitant. Certes, ces derniers temps, elle a été touchée, comme les autres, par la crise. Mais il s'est passé la même chose que dans tous les pays qui ont allégé leurs systèmes publics : la chute du PIB y a été plus forte en 2009 (-5%), alors qu'en France le poids du secteur public a amorti la chute et limité la dégradation statistique, mais dès l'année suivante, la Suède a redémarré en trombe (+ 6,1% de croissance) alors que les pays alourdis par le secteur public peinaient à dépasser la croissance zéro. >>

## La Suède relance ... par la baisse des impôts (suite)

Puis la crise a frappé à nouveau (3,9% de croissance du PIB en 2011 et à peine 0,3% en 2012), mais les prévisions pour 2013 sont plus optimistes (2,1% de croissance, contre bien moins de 1% en France).

Moins de dépenses publiques, des taux d'imposition plus faibles, plus de croissance, il n'en fallait pas plus pour assainir les finances publiques. Le déficit public, qui était de 2,5% du PIB en 2009, a été réduit à 1,1% en 2010, puis à 0% en 2011 et à peine 0,3% en 2012 : on annonce même un excédent de 0,4% en 2014 ; une observation de la règle d'or respectée sans qu'il ait été besoin de la voter. Quant à la dette publique, elle a de quoi faire rêver les plus orthodoxes : 42,6% du PIB en 2009, puis 39,4% (2010), 38,4% (2011) 35,6% (2012) et on prévoit 34,2% pour 2013. Il est ainsi prouvé que l'on réduit mieux les déficits en diminuant dépenses et impôts qu'en augmentant les impôts.

### Relance ou libération ?

C'est là que se situe le dernier épisode : la dette publique va encore diminuer en 2013, alors que le gouvernement libéral suédois propose une nouvelle baisse d'impôts. En France, alors que les impôts vont massivement augmenter, la dette va aussi augmenter. Chez nous, la hausse des impôts va concerner les entreprises et les ménages (théoriquement pour 24 milliards) ; en Suède la baisse va concerner les entreprises (le taux d'impôt sur les sociétés, qui avait déjà massivement reculé, va passer de 26,3% à 22%, bien au-dessous de la moyenne européenne), mais aussi les ménages, en particulier les revenus des retraités. Quant aux dépenses publiques, elles seront par priorité orientées vers les infrastructures et la recherche.

Pourtant beaucoup de nos confrères s'obstinent à opposer la relance suédoise et la rigueur française. Amalgame trompeur : la relance suédoise n'est qu'une

libération, elle n'a pas pour effet d'accroître les dépenses publiques « à la keynésienne », loin de là. Et en France il n'y a pas de rigueur, mais un étouffement de l'économie par l'impôt.

Mais nos commentateurs ne cessent d'associer rigueur et libéralisme, pour mieux vanter les mérites des dépenses et de l'étatisme. Pourquoi cet obstination, alors que la Suède libérale a réduit et les dépenses et les impôts ?

En fait, ils n'ont pas compris qu'il existe un choix décisif en matière de politique : une politique conjoncturelle consistant à stimuler la dépense par tous moyens, ou une politique structurelle consistant à libérer l'offre par tous moyens. Le choix n'est pas entre rigueur et relance, mais entre rigueur apparente (hausse des impôts) et libération réelle (baisse des impôts). La liberté fait toujours des miracles.

Jean Yves NAUDET

## La rigueur, mais pour qui ?

*L'IREF fait la distinction entre plusieurs politiques de « rigueur » en Europe*

**P**our conforter – si besoin était – l'analyse de Jean Yves Naudet, une étude est publiée cette semaine par l'Institut de Recherches Economiques et Fiscales ([www.irefeurope.org](http://www.irefeurope.org)) dans laquelle Lucas Léger dresse un tableau récapitulatif des politiques, toutes dites « de rigueur » menées par cinq pays européens. Le tableau retient les données suivantes :

- Baisse des dépenses publiques : France NON, Espagne OUI (35 milliards d'euros), Irlande OUI (30 milliards), Italie OUI (35 milliards), Angleterre OUI (600 milliards de £ sur 7 ans).

- Baisse des impôts : France,

Espagne, Irlande, Italie, NON, Angleterre OUI (Baisse du taux marginal de 50 à 45 % sur la plus haute tranche de revenus (> 150.000 £ par an) et baisse du taux maximal (bouclier fiscal) de l'imposition de 45 à 40%. Diminution de l'impôt sur les sociétés de 26 à 22% d'ici à 2014).

- Réforme de l'Etat et baisse du nombre des fonctionnaires : France NON, Espagne OUI (Baisse des budgets des ministères de 26% entre 2012 et 2013), Irlande OUI (nombre de fonctionnaires abaissé de 9% et leurs salaires de 10% en moyenne), Italie OUI (Réforme des retraites des fonctionnaires et libéralisation du marché du travail), Angleterre OUI

(suppression de 700.000 postes de fonctionnaires d'ici 2017).

- Hausse des impôts : France OUI (25 milliards), Espagne OUI (environ 5 milliards d'euros), Irlande NON (s'est battue pour garder son taux d'impôt sur les sociétés à 12,5%), Italie OUI (augmentation de certaines taxes), Angleterre NON.

**L'**étude précise également la situation de pays qui ont maîtrisé la crise de leurs finances publiques, comme la Suède (budget en excédent) et diminué leurs impôts (taux d'imposition sur les sociétés ramené de 26 à 22%). La rigueur : pour l'Etat ou pour le contribuable ? •

## Nous sommes tous des Pigeons

*Révolte de patrons de start-up contre la traque fiscale : la société civile s'éveille*

Ils ont publié sur internet le « manifeste des Pigeons », ils ont pris de pleines pages dans les quotidiens pour s'adresser au Président de la République. Ils ne sont pas les managers du CAC 40, ni les officiels du MEDEF. Ils proclament leur totale indépendance politique et se révoltent contre la fiscalité qui les opprime et plus particulièrement contre la mesure qui menaçait de taxer les plus-values de cession d'entreprises (augmentation de 35 à 60%). Sur ce dernier point, ils ont été entendus. Le gouvernement dit vouloir faire marche-arrière, afin de ne pas décourager ceux qui réinvestissent le fruit de leur cession pour entreprendre à nouveau.

**C**réer une entreprise, puis la revendre, fait partie de leur culture. Les start-up sont faites pour une croissance rapide. Une fois l'affaire lancée on passe à une autre et on prend au passage les dividendes de la créativité. On

aura créé richesses et emplois. Or, « le gouvernement a décidé de prendre les milliers d'entrepreneurs de ce pays pour des Pigeons », dit le Manifeste du « Mouvement pour la défense des entrepreneurs français ». D'autre part, les patrons de « Croissance Plus » ([www.croissanceplus.com](http://www.croissanceplus.com)) s'insurgent : « Il n'est plus question d'encourager la prise de risque, mais de décourager la création ; il ne s'agit plus de récompenser le succès, mais de tuer l'esprit d'entreprise ».

**C**es initiatives sont saluées comme une « triple bonne nouvelle » par Cyrille Lachèvre (Figeco, 4 oct.) : elles partent de la base, concernent des innovateurs et s'appuient sur des arguments imparables pour qui a le souci de la croissance et de l'emploi.

Nous leur reconnaissons un quatrième mérite : elles sont la marque d'un éveil de la société civile. Le débat sur la fiscalité, l'entreprise et

le chômage, ne peut se dérouler dans le cercle restreint de la société politique. Nos politiciens, de droite comme de gauche, ont montré leur ignorance des réalités de l'entreprise, mais tout autant des lois élémentaires de l'économie, comme celle qui associe l'effort et la rémunération, l'innovation et l'emploi, la libre entreprise et le progrès social.

**C**et éveil porte l'espoir libéral. Il se conjugue heureusement avec la relance des idées libérales par le biais de la société civile. Certes quelques hommes politiques n'hésitent pas à soutenir la démarche des Pigeons (« la jaquerie » dit Hervé Novelli). Mais les mois prochains devront être aussi ceux de la multiplication d'initiatives d'autres personnes et groupes de la société civile, car les Français le savent déjà, mais vont avoir le courage de le dire, et de plus en plus : « Nous sommes tous des pigeons ».

## Premier round perdu pour Obama

*Unanimité de la presse américaine : Romney a mis Obama K.O.*

**C**'était donc, mercredi soir à Denver (Colorado) le premier des trois matchs télévisés de tradition depuis plusieurs campagnes présidentielles. Le plus surprenant de l'affaire, c'est que la presse américaine, toutes tendances confondues, s'est accordée pour donner le bénéfice du premier round à Mitt Romney, certains parlant même d'une lourde défaite de Barack Obama.

« Bon orateur, mais mauvais débatteur » : le Président a donné l'impression d'être asphyxié par son adversaire, plus combatif, mieux informé. Les télévisions françaises, pourtant hostiles aux Républicains, n'ont pas cherché à nier la défaite.

Romney a surtout exploité le terrain économique, pour deux raisons au moins : d'une part, c'est principale-

ment sur les questions économiques que les électeurs se prononcent ; d'autre part, c'est un domaine où Obama n'excelle pas, et où sa politique a été la plus désastreuse (nous renvoyons sur ce point à l'ouvrage de Guy Millière présenté dans la dernière Lettre). Sur la forme comme sur le fond Romney a donc largement gagné.

**C**ette première victoire est-elle décisive ? Certainement pas. Il y a deux autres rounds derrière, et les conseillers en communication d'Obama corrigeront peut-être le tir. D'autre part, les sondages, jusqu'à jeudi, donnaient une marge d'avance de cinq points à Obama. Enfin 10% des électeurs sont encore très indécis.

**M**itt Romney a encore sans doute une marge de progrès. Joe Biden, le Vice Président actuel, lui a donné un coup de main en démontrant que Romney ne pourra pas prélever plus d'impôts sur « une classe moyenne qui a été dévastée ces quatre dernières années ». Il avait oublié que ces quatre années étaient celles de l'administration Obama...

La poudrière du Moyen Orient n'aide pas le Président, car nombre d'Américains ont été blessés de voir l'Amérique à nouveau humiliée par la mort de l'un de ses ambassadeurs. Au cours du duel de Denver, Obama n'a pas cherché à fuir ses responsabilités, et Romney a eu l'intelligence de ne pas en rajouter.

*Cette rubrique rétablit la vérité sur le libéralisme, ignoré et décrié sans raison.*

*Après les critiques adressées au libéralisme au nom de l'économie, puis de la morale, voici celle que les écologistes avancent au nom de la préservation de la nature.*

## **Le libéralisme, c'est la pollution et le pillage**

Le libéralisme est productiviste. En assignant aux hommes la croissance économique à tout prix, dans une perspective de profit, il détruit la nature. La faune et la flore sont menacées par une exploitation éhontée, les réserves en énergie fossile sont épuisées, l'avenir de la planète est compromis par le réchauffement terrestre dû à la suractivité industrielle, la santé elle-même est menacée par la pollution.

Le célèbre écologue Paul R. Ehrlich affirme : « Nous avons une croissance économique déjà trop forte. La croissance économique dans les pays riches comme le nôtre [les Etats Unis] est une maladie, en aucun cas un remède ».

Les médias nous régaler quotidiennement de ces perspectives catastrophiques : les marchands de peur font de bonnes affaires. La traduction politique se résume en un slogan : « Halte à la croissance », qui implique halte à la mondialisation marchande, halte au système fondé sur le profit et l'exploitation. Il y a une dimension politique et idéologique dans cette doctrine, et elle s'est notamment exprimée à travers les écrits et discours d'Al Gore, vice Président des Etats Unis, prix Nobel de la Paix, et son film couvert de gloire (deux Oscars) « Une vérité qui dérange ». Mais est-ce la vérité ?



Al Gore  
1948-

## **On a échappé à l'apocalypse**

Sur le thème éternel de l'homme prédateur et irresponsable, les thèses néo-malthusiennes réapparaissent régulièrement. Dans les années 1960 le club de Rome affolait la terre entière avec ses prévisions « scientifiquement » établies : surpopulation et famine, pollution, épuisement des ressources naturelles (et notamment du pétrole). Il n'y aurait plus de subsistances pour les milliards d'être humains à venir (au point qu'Ehrlich recommandait la stérilisation). Les milliards sont venus, mais pas la famine, nul dans ce camp n'avait prévu l'émergence des pays pauvres grâce à la mondialisation et à la liberté économique.

Une nouvelle vague d'anti-libéralisme est venue avec le « développement durable » inventé à la

conférence de Rio en 1992, une conférence venue à point pour faire oublier l'échec de la planification et la chute du bloc communiste. Aujourd'hui le développement durable est un mythe collectif qui tire argument du réchauffement de la planète, de la disparition d'espèces et d'essences de nature à rompre l'équilibre écologique, de la pollution automobile et industrielle, et enfin de la fin de l'ère du pétrole et du nucléaire. Sans doute la crise a-t-elle rendu la croissance économique plus sympathique que naguère. Mais la crise elle-même ayant été mise au passif du libéralisme, écologie et économie se combinent pour condamner le marché et la mondialisation.

Pourtant l'apocalypse n'a pas davantage de réalité. Ont été démasqués les mensonges et les montages du GIEC sur le réchauffement de la planète, et surtout son origine humaine. Les énergies renouvelables en sont au stade expérimental, tandis que la découverte des gaz de schistes, ou de nouveaux sites pétrolifères, ont totalement changé le défi énergétique.

D'autre part, on a pu observer l'extraordinaire « bond en avant » de l'économie mondiale, mais aussi des « indices de développement humain » pour les trois quarts des habitants de la planète : santé, instruction, promotion. Les bidonvilles font progressivement place aux logements, alimentés en eau et en électricité.

## Les droits de propriété protègent l'environnement

En fait, les positions extrêmes des écologistes reposent sur une erreur anthropologique. L'être humain a tout intérêt à prendre soin de son environnement pour améliorer son cadre de vie mais aussi son potentiel de progrès économique.

Le vrai drame n'est pas l'homme, mais l'existence de « biens communs ». Appartenant à tout le monde, ils ne sont à personne. Aristote avait déjà observé que l'on ne gère bien que ce dont on est propriétaire, ce que l'on a « en propre », et non en partage. Si la terre est en partage, comme dans les « vaines pâtures », elle est dégradée, si les champs sont enclos elle est conservée.

S'agit-il des espèces animales ? L'éléphant disparaît en Afrique parce qu'il est sauvage, il se multiplie en Inde parce qu'il est domestiqué. La pêche est destructrice quand la mer est offerte à tout le monde, c'est à celui qui pille le premier ; au contraire les poissons sont protégés dans des pêches délimitées, et on crée de plus en plus de fermes marines en haute mer, baleines et autres cétacés réapparaissent. Les parcs naturels livrés au public sont mal entretenus (Yellowstone en a été un exemple dramatique), alors que des parcs privés conservent la faune et la flore. Il n'y a guère de solution au manque mondial d'eau que sa privatisation, qui évite tout gaspillage : l'eau devenue marchande prend sa valeur. Pour l'air pur lui-même, les solutions à base de droits de propriété sont



**Julian Simon**  
1932-1998

praticables : les achats de droits à polluer dégagent le pollueur du risque de procès en pollution, mais à la longue leurs coûts amènent le pollueur à éliminer totalement ou partiellement la pollution.

Le droit de propriété est la meilleure réponse au défi des ressources naturelles.

Or, le droit de propriété, et la possibilité de les transmettre, sont l'une des bases du libéralisme.

L'écologie marchande, fondée sur la liberté et la propriété, est plus efficace et surtout plus humaine que l'écologie politique, porteuse d'arbitraires et d'oppressions.

## L'homme, notre ultime ressource

C'est le célèbre psychologue et économiste Julian Simon qui a rappelé cette vérité fondamen-

tales : en dernière analyse c'est dans les qualités de l'homme que se trouve l'origine des ressources. Avant la découverte du moteur à explosion, le pétrole avait-il une autre valeur que celle d'une huile malodorante dont le seul usage était d'allumer des lampes ?

Comme l'écrit Michael Crishton (« Un avenir environnementaliste ») : « Théodore Roosevelt, la personnalité préoccupée par l'environnement la plus célèbre en 1900, ne connaissait pas par exemple les mots : Aéroport, Micro-onde, Antenne, Neutron, Antibiotique, Energie nucléaire, Bombe atomique, Pénicilline, DVD, Ordinateur, Ecosystème, Radio, Gène, Robot, Internet, Tsunami, Laser, Vidéo, Masseur, Virus, etc. »

L'homme n'est pas destructeur, il est créateur. L'expression « destruction créatrice » dont on abuse est mal venue, à moins que l'on appelle destruction la disparition de produits, de moyens et de techniques qui condamnaient leurs utilisateurs à la pauvreté, à la maladie ou à l'ignorance. La création du vaccin a détruit l'épidémie.

Par comparaison, l'héritage du collectivisme, ennemi de la propriété, n'aura été que ruines, pollutions, maladies et tares sociales. Priver l'homme de sa liberté et de sa propriété, c'est l'empêcher de « dominer la terre », ce qui est dans sa nature et sa mission. « La terre d'abord », disent les écologistes, « L'homme d'abord » rappelle le libéralisme. •



## Alain Laurent et Vincent Valentin

### Les penseurs libéraux

C'est incroyable mais vrai. En France, il manquait un Dictionnaire exhaustif des penseurs libéraux français et étrangers. Dans le pays qui ignore Bastiat, on est plus habitué à la déformation du libéralisme qu'à une analyse lucide et neutre. Cet ouvrage corrige le tir.

Il y a d'abord l'excellente introduction de Vincent Valentin qui traite des avatars du terme « libéral ». L'auteur relève d'abord un paradoxe : alors que le monde se libéralise, on ne sait toujours pas très bien en quoi consiste le libéralisme. Ceci est valable, bien entendu, pour la France mais aussi pour d'autres pays. Il y a surtout les ennemis et ceux qui déforment. Il y a aussi la signification du mot « liberal » aux Etats-Unis et en France. De l'autre côté de l'Atlantique, un libéral est un défenseur de l'Etat-Providence alors qu'ici c'est un adepte des libertés et de la concurrence. En France, on devient très facilement un « ultra-libéral » ou un « libéral sauvage ». Portant, le mot qui fait son apparition au XVIIIe siècle signifie générosité et prodigalité. Les représentants des Lumières nomment « Libérales » les lois qui accordent la liberté de pensée, d'expression, de conscience. Adam Smith défend la liberté du commerce et le libre-échange (il n'a fait que montrer pourquoi certains pays s'enrichissent plus que d'autres). Les premières explications du libéralisme tiennent à la liberté individuelle et à la limitation du pouvoir.

Le lecteur découvrira avec intérêt des auteurs français du XIXe siècle, qui ont écrit des livres-programme mais dont on parle peu : Laboulaye, Guyot, Faguet, Leroy-Beaulieu, Prevost-Paradol. Aucun cependant ne définissait le libéralisme.

Le libéralisme est-il une « idéologie » ? Pour ma part, et là je rejoins Jean-François Revel, le libéralisme n'est pas une idéologie comme le socialisme peut l'être. C'est un concept s'appuyant sur la liberté et donc très loin d'une idéologie qui impose un « package doctrinaire ». Le socialisme veut changer le monde, le libéralisme croit qu'il peut être meilleur. Il laisse l'initiative aux individus alors que le socialisme donne des directives grâce à l'Etat et à l'administration. Le libéralisme ne fait pas de promesses insensées alors que le socialisme le fait sur le dos des autres.

Il appartenait aux auteurs de proposer une anthologie presque exhaustive de la pensée libérale. Elle est essentiellement française – pour rappeler que le libéralisme n'est pas le monopole des Anglo-Saxons, et principalement philosophique et politique. Pour les économistes, qui ne sont pas ignorés (Alain Laurent a publié un ouvrage sur Turgot), le choix des auteurs et des textes nous laisse parfois sur notre faim. On appréciera en tous cas que chaque texte, depuis La Boétie jusqu'à David Friedman, soit toujours précédé de présentations bibliographiques détaillées et d'une analyse des citations ; cet ouvrage en est d'autant plus remarquable et utile.

**Bogdan Calinescu**

*Les penseurs libéraux, Les Belles Lettres, Paris 2012*

Jeudi 25 octobre à 17h30  
nous vous donnons rendez-vous

### Maison de la Chimie

28 rue Saint Dominique,  
Paris 7ème

Métros Assemblée Nationale,  
Invalides, Solférino

où se tiendra

### l'Assemblée Générale

suivie du colloque  
de 18 :30 à 20 :00

*Contre le chômage libérons  
l'entreprise et le travail  
Leçons européennes*

La présentation du colloque et la  
liste des intervenants vous  
seront communiquées dans la  
prochaine Nouvelle Lettre.



### Remue méninges : quel nom pour les futurs cercles libé- raux ?

La 33ème Université d'Eté s'est terminée par la commune détermination de tous les libéraux présents de multiplier les cercles et réunions dans la France entière, de façon tout à fait décentralisée. Mais comment les dénommer ? Faut-il seulement un nom identique ?

L'ALEPS ouvre un grand concours-réponse. Ceux qui auront fait la meilleure suggestion recevront cinq lots des quatre récents livrets de l'ALEPS.

Evoqués à ce jour : Cercles Frédéric Bastiat, clubs ALEPS, Cercles Génération Libérale, Clubs 2017, Forums de la liberté, Libres, Liberté et Responsabilité, Libre entreprise et progrès social, association pour le libre échange, etc.